



MAGALI BRAGARD

Avec la crise, les idées de la droite dure, celle qui a donné naissance au fascisme, retrouvent une inquiétante vigueur. Mais la guerre contre les valeurs des Lumières n'a jamais connu de trêve, rappelle Zeev Sternhell. L'historien israélien revient sur ce nationalisme idéologique né peu avant la Révolution et nous explique en quoi ce phénomène, toujours bien vivant, fait partie intégrante de la culture européenne, pourquoi « Vichy n'a pas été une parenthèse, ni un accident de parcours ».

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JÉRÔME-ALEXANDRE NIELSBERG

ZEEV STERNHELL

« Le retour des anti-lumières »

HD. Les droites nationalistes, populistes et xénophobes parviennent à des scores électoraux alarmants un peu partout en Europe. En France, le Front national atteignait, au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, 17,9 % des voix, propulsant Marine Le Pen sur la troisième marche du podium présidentiel. Ces organisations politiques sont-elles, à vos yeux, les héritières de ce que vous avez appelé « la droite révolutionnaire » et qui a donné la droite fasciste en Italie, en France, en Espagne ?

ZEEV STERNHELL. La droite révolutionnaire née au

mondiale, qu'en 1945, elle se serait évaporée. Il est tout à fait classique qu'à la fin d'un grand désastre, les gens qui en portent la responsabilité s'éclipsent. Mais la droite fasciste n'était pas un accident de parcours, comme l'ont pensé Benedetto Croce, pour l'Italie, et l'école historiographique se réclamant de mon maître, René Raymond, pour la France. Le régime de Vichy n'est pas un phénomène mineur dans l'histoire de la République. Il faut considérer les choses dans la longue durée : l'idéologie de la droite révolutionnaire remonte assez loin dans

Z. S. Karl Schmidt, que l'on considérait comme le premier juriste du III^e Reich, a le plus profondément théorisé cette présupposition. Mais on la retrouve déjà dans la pensée politique du Français Maurice Barrès, au tournant du XX^e siècle, qui se fonde sur la distinction entre « moi » et ce qui est « l'anti-moi », au plan du collectif entre « nous » et ceux qui ne sont pas nous, ceux qui ne pensent pas comme nous, qui n'agissent pas comme nous, qui n'ont pas la même mentalité que nous, les mêmes objectifs, la même vision du

monde que nous. Et que l'on doit donc considérer comme étant contre nous. Pour lui, l'essence de la politique, c'est l'opposition du moi et de l'anti-moi. Et, concrètement, cela veut dire que la nation

Pour l'idéologue de droite, Maurice Barrès, la nation ne peut pas intégrer des éléments venus de l'extérieur, quelqu'un qui n'appartient pas au même héritage. Il y a 70 ans, on disait cela des juifs. Aujourd'hui, on dit cela des musulmans.

XIX^e siècle, qui deviendra la droite fascisante puis fasciste, cette droite dure, nationaliste, qui considère la nation comme une grande famille, comme un fait naturel, comme un arbre dont les individus seraient les feuilles, lesquelles ne tireraient leur existence que de celle de l'arbre, cette droite-là fait partie intégrante de la culture européenne. Il n'y a aucune raison méthodologique de penser qu'elle aurait pu disparaître à la fin de la Seconde Guerre

notre passé, c'est un phénomène de culture, qui appartient à l'histoire de l'Europe et qui existe donc aujourd'hui dans une situation de paix des armes en Europe et de paix sociale relative.

HD. Vous écrivez que ce qui constitue le cœur de la pensée politique de cette droite-là, de la droite dure, c'est que le « concept du politique », justement, y « présuppose le concept d'ennemi ». Qu'entendez-vous par là ?

ne peut pas intégrer des éléments venus de l'extérieur, quelqu'un qui n'appartient pas au même héritage. Il y a 70 ans, on disait cela des juifs. Aujourd'hui, on dit cela des musulmans. L'idée fondamentale de Barrès et de la droite dure, c'est que la nation est un produit de l'histoire. Or, c'est précisément ce contre quoi se sont élevées les Lumières françaises, pour lesquelles la nation, comme il est écrit dans « l'Encyclopédie », de Diderot et d'Alembert,

est « une quantité considérable de peuple, qui habite une certaine étendue du pays, renfermée dans certaines limites, et qui obéit au même gouvernement ». Dans cette définition, comme vous pouvez le constater : pas un mot sur l'histoire, la culture, la langue ou l'ethnie ; la nation, c'est juste un ensemble de citoyens. L'idéologie de Barrès, de Schmidt et de toute la droite révolutionnaire est une idéologie qui s'est construite contre les Lumières. Et leurs héritiers d'aujourd'hui sont aussi anti-Lumières que leurs prédécesseurs.

HD. Mais cette présupposition « anti-Lumières » semble avoir aujourd'hui débordé la droite, on retrouve la logique du « ce qui n'est pas nous est contre nous » dans les politiques d'immigration, par exemple, des gouvernements de gauche comme de droite qui défendent la perspective d'une Europe forteresse. Elle est aussi à l'œuvre dans bien des conflits géopolitiques à travers le monde. Comment analysez-vous cette extension ?

Z. S. C'est peut-être, ça la véritable force de la droite : sa capacité d'influence. Déjà à la fin du XIX^e, au début du XX^e siècle, la puissance de cette droite révolutionnaire, c'était son influence, qui allait bien au-delà des militants politiques se réclamant de droite ou d'extrême droite. La mythologie organique, cette vision du « corps national », était en effet très largement partagée au centre et à gauche. Ce qui explique la violence de l'affaire Dreyfus. Ce qui explique aussi que, cinquante ans plus tard, les lois raciales de Vichy aient été acceptées sans révolte majeure, sans que le peuple ni ses élites ne se soient soulevés. Ainsi d'abord faut-il bien comprendre que les idées de la droite révolutionnaire font partie intégrante de la culture politique de l'Europe. Deuxième élément de réponse : non seulement la Seconde Guerre mondiale n'a pas créé de culture nouvelle sur le Vieux Continent mais ces idées tirent de la crise une force nouvelle. Ces idées existaient avant la crise, force est de

constater en effet que cette dernière ne les crée pas, mais qu'elle leur permet de devenir une force politique. Marine Le Pen a obtenu 17,9 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle française de 2012, imaginez que ces élections aient eu lieu dans une période de

le néolibéralisme a pris le dessus. Après les années 1970, il tient le haut du pavé. Pourquoi ? Parce que l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme s'est bien enracinée dans la conscience des peuples. Le néolibéralisme est conçu aujourd'hui comme

L'idée que le monde, tel qu'il est, est le seul possible, date de l'effondrement du monde soviétique, et domine aujourd'hui. C'est cela, la droitisation de la société. La France, comme toutes les sociétés occidentales, s'est idéologiquement droitisée.

crise majeure, elle aurait obtenu beaucoup plus de voix. Parce que cette vision d'une nation épurée des éléments extérieurs, étrangers, est une vision qui en appelle à l'imagination de larges couches sociales.

HD. Mais alors, la distinction que vous avez établie entre ces deux grands courants, ces deux grandes traditions politiques que sont la tradition universaliste et individualiste, bien ancrée dans la Révolution française d'une part, et la tradition particulariste et organiciste d'autre part, est-elle encore pertinente pour comprendre notre espace politique ?

Z. S. Ces deux traditions se livrent un combat depuis au moins deux siècles. L'affaire n'est pas terminée et peut-être ne le sera-t-elle jamais. Ce sont deux visions antagonistes de l'homme, de la société et du rapport de l'individu à la société, deux visions liées ensemble par leur antagonisme même et qui sont consubstantielles à notre monde moderne. Dans une période de crise comme la Seconde Guerre mondiale, il a pu sembler à un certain moment que la tradition organiciste avait complètement écrasé, était parvenu à détruire l'autre tradition. Mais elle ne l'a pas détruite.

HD. Que pensez-vous de la thèse de la droitisation de notre société, à laquelle le glissement à droite de l'échiquier politique français, des programmes des partis, ne serait en somme qu'une réponse ?

Z. S. Ce qui est certain, c'est que

ayant élaboré les seules réponses viables aux questions qui se posent au monde occidental. C'est pour cela qu'on a cette impression que la société française se droitise. Je ne suis pas certain qu'elle soit aujourd'hui plus à droite qu'il y a, disons, trente ans. Je ne suis pas certain que la victoire de Mitterrand en 1981 ait signifié que la société s'était gauchisée. Et je ne pense pas que l'élection de Jacques Chirac, puis celle de Sarkozy signifient non plus que la société se soit droitisée. Mais il y a quelque chose qui me semble important, c'est que la gauche française dans sa majorité, telle qu'elle est représentée par le Parti socialiste, accepte qu'elle n'a rien à mettre à la place du capitalisme, qu'elle n'a pas d'alternative à proposer. L'idée que le monde, tel qu'il est, est le seul possible, est une idée relativement nouvelle, qui date de l'effondrement du monde soviétique, mais elle est dominante aujourd'hui : nous devons vivre dans ce monde-là, l'accepter, il n'y a pas d'autre modèle de société, le monde tel qu'il est, est le seul envisageable. Si c'est cela que l'on entend par droitisation de la société française, alors oui, la société, comme toutes les sociétés occidentales, s'est idéologiquement droitisée.

HD. On aurait pu penser que les élites, notamment politiques, échaudées par l'histoire du XX^e siècle, seraient devenues par la guerre un peu moins perméables aux idées qui ont conduit à tant de catastrophes et de morts...

Z. S. La Seconde Guerre mondiale, qui a été »

ZEEV, ENFANT SAUVÉ DU NAZISME ET THÉORICIEN DU FASCISME

Zeev Sternhell est né en 1935 dans une famille juive de la Galicie polonaise. Après l'invasion de la Pologne par l'armée allemande et le début de la Seconde Guerre mondiale, il fut emmené, muni de faux papiers d'identité, par le mari de la sœur de sa mère, à Lvov, dans la partie de la Pologne occupée par l'Union soviétique. Là, caché avec l'aide de deux familles locales (reconnues après la guerre comme Justes parmi les nations), il survécut à l'occupation allemande et à l'extermination des

juifs de Pologne et d'Ukraine. Après la guerre, le futur historien est accueilli en France par une autre sœur de sa mère jusqu'à son départ en Israël, en 1951, avec l'Aliyat Hanoar, une organisation sioniste d'assistance. Devenu historien de notoriété internationale, professeur émérite à l'Université hébraïque de Jérusalem, Zeev Sternhell tient, dans le domaine de l'histoire des idées et dans cette spécialité qu'il a faite sienne des théories explicatives du fascisme, une place singulière. Lors de leur sortie,

ses ouvrages ont suscité une polémique intellectuelle virulente car ils prenaient à contre-pied l'historiographie française de l'après-guerre tenant à la thèse de l'immunité française au fascisme. La révolution nationale de Pétain devait ainsi se comprendre certes comme le cri de ralliement d'une droite réactionnaire et autoritaire, mais en aucun cas comme le programme d'un régime fasciste. Faux, répond Sternhell, le cas français est loin d'être une exception. En France même, les

prémices et la dynamique du fascisme sont à l'œuvre dès la fin du XIX^e siècle. On peut en lire la démonstration limpide dans son histoire de l'idéologie fasciste (1).



(1) « Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France », Zeev Sternhell, édition augmentée, Gallimard, collection « Folio Histoire », Paris, 2012.

» un désastre sans précédent, humain et matériel bien sûr, mais aussi moral et intellectuel, n'a pas joué ce rôle formateur qu'on aurait pu penser qu'elle jouerait. La paix en Europe a été fondée sur l'idée qu'il fallait effacer plus ou moins les traces de cette guerre. La paix européenne, à beaucoup d'égard, est fondée sur le culte ferme de l'oubli. Ce qui n'est pas toujours une vertu...

HD. Les syndicats de salariés, bien ancrés à gauche, auraient développé une barrière idéologique suffisante pour que leurs militants soient prévenus contre les idées de l'extrême droite. Or il n'en est rien, l'actualité nous le montre. Comment l'expliquez-vous ?

Z. S. D'abord par la force des idées, qui ont une existence en propre. Les idées, contrairement à ce que voudrait un matérialisme un peu trop simplificateur, qui n'a jamais été celui de Marx et des marxistes intelligents, ne reflètent pas seulement et nécessairement la situation sociale. C'est pourquoi un salarié syndiqué, c'est-à-dire un salarié qui a une certaine conscience de classe, est perméable aussi à ces idées-là. C'est pourquoi, fondamentalement, la classe ouvrière n'a jamais été imperméable à ces idées-là. Mais, aussi longtemps qu'elle a eu foi dans l'existence d'un modèle social alternatif, elle était beaucoup plus réfractaire qu'aujourd'hui. Ensuite, il faut se rappeler que depuis fort longtemps à gauche, on a accepté, on s'est résigné à l'idée que la solidarité nationale était aussi puissante, sinon plus puissante que la solidarité sociale. D'ailleurs, le réformisme est né au tournant du siècle dernier quand le fils d'un ouvrier qui, à l'âge où son père descendait dans la mine, apprenait lui à lire, apprenait l'histoire, s'immergeait dans la culture nationale pour devenir un bon patriote, un bon Français, et après seulement un bon socialiste. Enfin, si le FN est devenu le premier parti ouvrier de France, c'est parce qu'il en appelle à la solidarité nationale au nom de la solidarité sociale, ce qui implique de renvoyer les étrangers et de ne plus accepter l'accueil des nouveaux arrivants. Beaucoup de salariés aujourd'hui sont perméables à l'idée que si l'on pouvait virer tous les étrangers, il n'y aurait plus de chômage en France, si l'on pouvait revenir à cette solidarité nationale qui nous manque, on résoudrait une bonne partie du problème social.

HD. Qu'avez-vous envie de dire aux lecteurs de « l'Humanité Dimanche » ?

Z. S. La bataille politique pour la justice et l'égalité est avant tout une bataille des idées. Aussi longtemps que l'on ne manque pas de combattants, cette bataille n'est pas perdue. C'est pourquoi une défaite n'est définitive que si l'on baisse les bras : cette vérité éclate aussi bien en France qu'en Israël, où la confrontation avec la droite dure prend des dimensions véritablement dramatiques. ★



MAGALI BRAGARD

« Par peur du changement, les Israéliens rééliront Netanyahu »

Les Israéliens, qui sont appelés aux urnes le 22 janvier pour élire leurs députés, devraient voter massivement pour la droite et l'extrême droite, en tête dans tous les sondages, malgré une importante part d'indécis (30 %). La coalition entre les partis, Likoud, de Benjamin Netanyahu, et Israël Beiteinou (droite nationaliste), d'Avigdor Lieberman, devrait être réélue. Netanyahu garderait son poste de premier ministre mais devra faire face au Foyer juif, parti de la droite nationaliste religieuse, très proche des colons, qui s'impose comme la troisième force politique en Israël. Cette progression de la droite, nous explique Zeev Sternhell, est due à une apathie politique des Israéliens qui votent pour un ordre établi.

HD. Comment expliquez-vous qu'une majorité d'Israéliens soutienne la création d'un État palestinien (1) et, dans le même temps, déclare vouloir voter pour la droite et l'extrême droite aux prochaines élections ?

ZEEV STERNHELL. Les 67 % d'Israéliens favorables à la création d'un État palestinien ne sont pas prêts, en réalité, à tirer toutes les conséquences de leur choix, et à faire des efforts comme évacuer des colonies et affronter les colons. Ils ont une idée de ce qui serait bon pour le pays mais, au regard de ce que cela implique, ils baissent les bras et s'arrêtent en route. On a habitué les Israéliens à penser que, puisqu'il n'existe aucune solution, il est inutile de la chercher.

Les Israéliens ne se tourneront pas vers l'opposition qui signifierait l'aventure. Ils préfèrent donc voter pour l'ordre établi et les partis en place, comme celui de Benjamin Netanyahu. Tant qu'il n'y a pas de désastre majeur, l'opinion préfère ne pas changer de pouvoir. Cette forme d'apathie politique joue en faveur de la droite.

HD. Pourtant des manifestations sans précédent ont eu lieu à l'été 2011. 300 000 personnes ont manifesté dans les rues de Tel-Aviv contre les inégalités et le coût de la vie. Ce réveil civique pèse-t-il sur ces élections ?

Z. S. Cela reflète un malaise social évident. Mais il ne se traduit pas en termes politiques. Ce phénomène ne se limite pas à Israël. Il est devenu courant qu'une classe sociale vote contre ses intérêts économiques. Ainsi des gens qui sont les premières victimes de la politique néolibérale de Benjamin Netanyahu vont le réélire pour des raisons culturelles et aussi par nationalisme. Ils sont convaincus que la pérennité de la nation vaut aussi des sacrifices. Ils sont au courant que le gouvernement dépense des sommes folles militairement pour contrôler les territoires occupés, et poursuivre la colonisation au détriment de l'emploi, de la santé, de l'éducation, des retraites et de tous les services sociaux. Mais ils l'acceptent au nom d'un intérêt national défendu par la droite israélienne.

HD. La victoire pratiquement assurée de la droite révèle-t-elle une faillite de la gauche israélienne ?

Z. S. Tout dépend de la gauche dont on parle. La désaffection de l'opinion vis-à-vis du Parti travailliste est due à sa stratégie politique. L'arrivée, en 2011, de la journaliste Shelly Yachimovich à la tête de ce parti social-démocrate marque un tournant : elle a séparé la question sociale et économique de la question des territoires occupés. Avec cette stratégie, elle pensait pouvoir reconquérir une partie de l'électorat de droite grâce à la question sociale. Mais cela ne prend pas dans l'opinion israélienne. Ce n'est pas simplement une question de tactique électorale. Il n'est pas possible de dissocier la question politique des territoires et la question sociale. Les gens savent que l'avenir du pays se joue dans les territoires, sur l'occupation et la colonisation. Mais on reste au point mort, aucun parti ne présentant de solution raisonnable et acceptable des deux côtés.



La colonisation a beau violer le droit international, pour l'État israélien, elle atteint son point de non-retour.

HD. Parmi les efforts pour qu'un État palestinien voie le jour, la fin de la colonisation demeure-t-elle, du côté israélien, le point clef ?

Z. S. Pour que la Palestine existe, il faut mettre fin à la colonisation et engager une confrontation avec les colons. Il y a vingt ans, le pouvoir israélien pouvait courir le risque, une évacuation était possible. Aujourd'hui, aucun gouvernement ne se sent assez puissant pour se risquer à un tel bras de fer. Les colons pensent d'ailleurs avoir atteint un point de non-retour car leur évacuation nécessiterait l'intervention de l'armée – un geste politique extrêmement risqué à prendre car il déclencherait une guerre civile. Aucun gouvernement israélien n'en a les

communauté internationale. Une forte pression peut donc avoir un poids décisif. Le premier pas doit être un arrêt de la colonisation pour ne pas rendre encore plus difficile une solution dans les prochaines années. Maintenant, il ne faut pas regretter ce qui n'a pas été fait, il faut poser avec courage les bases de l'avenir. Le prix demandé sera énorme, mais quand une société accumule autant d'erreurs et depuis si longtemps, il est normal que la note arrive un jour.

HD. Les soulèvements populaires qui ont éclaté dans les pays arabes ont-ils eu un impact sur Israël et au sein de l'opinion ?

Z. S. C'est évident. Parmi la couche moyenne, populaire, des Israéliens, il y a un sentiment d'insé-

Les Israéliens savent que des sommes folles sont dépensées pour contrôler les territoires et poursuivre la colonisation au détriment de l'emploi, de la santé, de l'éducation. Mais l'acceptent au nom d'un intérêt national défendu par la droite.

moyens, ni même la volonté. Sans une intervention des États-Unis et de l'Union européenne, le conflit ne peut être résolu.

Quant aux hypothèses d'un État binational, je ne vois pas comment Israéliens et Palestiniens y arriveraient avec tous les antagonismes qui demeurent, là où non seulement Chypre mais aussi la Belgique ont échoué. L'autre option qui se présente, c'est de poursuivre la logique d'apartheid. Outre qu'elle n'est pas acceptable car elle serait la négation même des objectifs du sionisme, elle serait difficilement tenable sur le long terme. On comprend pourquoi 67 % des Israéliens sont favorables à un État palestinien, solution qui apparaît la plus judicieuse, même aux électeurs de droite (58 %).

HD. Comment les États-Unis ou l'Europe peuvent-ils peser ?

Z. S. Les États-Unis disposent de nombreux moyens financiers et tout ce qui touche à la défense notamment pour peser sur la politique israélienne. L'Union européenne, elle, a essentiellement des moyens économiques. Les Israéliens ne veulent surtout pas se retrouver au ban de la

curité assez profond. L'Égypte a été considérée comme une alliée, car le pouvoir égyptien nous a laissé agir comme nous l'entendions au Liban, à Gaza... Aujourd'hui, c'est une autre Égypte. La frontière du Sinaï préoccupe l'armée qui a renforcé sa présence. L'Égypte traverse avec l'islamisme les mêmes difficultés que nous en Israël : quand la religion devient une religion d'État.

Pour les Israéliens, le « printemps arabe » n'annonce rien de bon car la région est devenue instable. En Jordanie, le pouvoir peut chuter d'un moment à l'autre. En Syrie, les islamistes risquent de succéder au dictateur sanguinaire Bachar Al Assad, et faire voler en éclats l'équilibre confessionnel dans la région, à commencer par le Liban. Cette instabilité régionale pousse aussi les Israéliens à se retrancher dans un vote sécuritaire. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA
vkamenka@humadimanche.fr

(1) Deux sondages diffusés sur la deuxième chaîne de télévision israélienne et deux sondages de l'institut Daniel Abraham Center for Middle East Peace notent que 67 % des Israéliens se sont déclarés favorables à un État palestinien, 58 % parmi les électeurs de droite.